

Décision relative à une demande d'autorisation de mise sur le marché d'une matière fertilisante

*Vu le règlement (UE) n° 2019/515 du 19 mars 2019 relatif à la reconnaissance mutuelle des biens commercialisés
légalement dans un autre Etat membre,*

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.255-7 et R.255-17,

*Vu l'arrêté du 1^{er} avril 2020 fixant la composition des dossiers de demandes relatives à des autorisations de mise
sur le marché et permis de matières fertilisantes, d'adjuvants pour matières fertilisantes et de supports de culture
et les critères à prendre en compte dans la préparation des éléments requis pour l'évaluation,*

*Vu la demande d'autorisation de mise sur le marché par reconnaissance mutuelle de la matière fertilisante
(produit simple) **VERALEAF***

de la société VERAGROW

enregistrée sous le n°2023-0252

Vu les conclusions de l'évaluation de l'Anses du 22 mars 2023,

*Considérant que les éléments déposés par la société VERAGROW attestent que le produit VERALEAF a été
légalement mis sur le marché en Slovaquie, en tant que matière fertilisante,*

La mise sur le marché de la matière fertilisante désignée ci-après **est autorisée** en France selon les modalités
d'autorisation précisées dans la présente décision et son annexe.

La présente décision s'applique sans préjudice des autres dispositions applicables.

Avertissement :

Le non-respect des conditions décrites ci-dessous peut entraîner le retrait ou la modification de l'autorisation ainsi que
toute action incluant des poursuites judiciaires.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



anses
AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ SANITAIRE
de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Informations générales	
Nom du produit	VERALEAF
Type de produit	Produit de référence
Catégorie du produit	Produit simple
Titulaire	VERAGROW 1 voie des Vendaises 27100 VAL-DE-REUIL France
Classe - Type	Matière fertilisante - Solution liquide à base de lombricompost, de substances humiques, d'acides aminés, de mélasse et d'un extrait d'algues.
Etat physique	Liquide
Numéro d'intrant	769-2022.01
Numéro d'AMM	1230218

La présente autorisation est valable 10 ans à compter de la date de signature de la présente décision.

Le titulaire peut demander le renouvellement de l'autorisation, conformément à l'article R. 255-15 du code rural et de la pêche maritime, au plus tard neuf mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Le dépôt d'une demande de renouvellement prolonge de plein droit l'autorisation de mise sur le marché pendant la période nécessaire à la vérification par l'Agence du respect des conditions de renouvellement.

La présente décision peut être retirée ou modifiée avant cette échéance si des éléments le justifient.

A Maisons-Alfort, le 07/04/2023

DocuSigned by:

Charlotte Grastilleur

AE281A955A42454...

Directrice générale déléguée
en charge du pôle produits réglementés
Agence nationale de sécurité sanitaire de
l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)

ANNEXE : Modalités d'autorisation de la matière fertilisante

Classification du produit	
La classification retenue est la suivante :	
Catégorie de danger	Mention de danger
Corrosion cutanée/irritation cutanée - Catégorie 2	H315 : Provoque une irritation cutanée
Sensibilisants cutanés - Catégorie 1	H317 : Peut provoquer une allergie cutanée
Lésions oculaires graves et irritation oculaire - Catégorie 2	H319 : Provoque une sévère irritation des yeux
Pour les phrases P se référer à la réglementation en vigueur.	
Le titulaire de l'autorisation est responsable de la mise à jour de la fiche de données de sécurité et de la classification du produit en tenant compte de ses éventuelles évolutions.	

Teneurs garanties retenues (sur produit brut)	
Paramètres déclarables	Teneur
Matière sèche	14 %
Matière organique	10 %
Carbone organique	5,6 %
Acides fulviques	5 %
Acides humiques	3 %
pH	4,5
Conductivité	17,5 mS / cm
Mention obligatoire	
Acides aminés d'origine végétale	
Extraits végétaux totaux	



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



anses
AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ SANITAIRE
de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Liste des cultures autorisées				
Cultures	Dose maximale par apport (L/ha) *	Nombre maximal d'apports par an *	Application	Stades d'application
Céréales	15	6	Pulvérisation foliaire	2-4 feuilles, fin tallage – épi 1 cm, épiaison
Maïs	15	6		2-4 feuilles, montaison, épiaison
Pommes de terre	15	6		2-4 feuilles, avant la floraison
Tomates, poivrons, aubergines	15	6		2-4 feuilles, avant la floraison
Pois fabacées	15	6		2-4 feuilles, début de floraison
Colza et brassicacées	15	6		2-4 feuilles Reprise (après l'hiver)
Cultures légumières	15	6		2-4 feuilles, développement des organes de récolte
Betteraves sucrière	15	6		2-4 feuilles, fermeture du rang
Arbres et arbustes fruitiers	15	6		Développement des feuilles, avant la floraison, développement des fruits
Baies	15	6		10 à 15 jours après plantation, avant la floraison
Plantes horticoles	15	6		10 à 15 jours après plantation, avant la floraison

**5 L par apport et 3 apports par cycle de culture, soit au maximum 15 L par cycle de culture. Ces 15 L peuvent être fractionnés en 6 apports distincts maximum.*

Conditions d'emploi du produit

Protection de l'opérateur et du travailleur

Des informations générales relatives aux bonnes pratiques de protection pourront être mises à disposition de l'utilisateur :

- l'utilisation d'un matériel adapté et entretenu et la mise en œuvre de protections collectives constituent la première mesure de prévention contre les risques professionnels, avant la mise en place de protections individuelles ;
- le port de combinaison de travail dédiée ou d'EPI doit être associé à des réflexes d'hygiène (ex : lavage des mains, douche en fin de traitement) et à un comportement rigoureux (ex : procédure d'habillage/déshabillage) ;
- les modalités de nettoyage et de stockage des combinaisons de travail et des EPI réutilisables doivent être conformes à leur notice d'utilisation.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Porter des gants et des vêtements de protection adaptés ainsi que des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés en fonction du type et du classement du produit.

Il est de la responsabilité du titulaire de l'autorisation d'indiquer avec précision, tant pour l'utilisateur professionnel que pour l'utilisateur non professionnel, le type d'EPI requis en fonction des tâches à effectuer, ainsi que leur gestion (utilisation, nettoyage, stockage).

Pour les conditions d'utilisation non mentionnées dans cette annexe, se référer aux conditions de mise sur le marché dans l'Etat-membre susvisé.